

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 7 janvier 2021

CDDG(2020)31

**COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE  
(CDDG)**

**RAPPORT DE LA 12<sup>e</sup> REUNION PLENIERE**

**25-27 NOVEMBRE 2020, PAR VISIOCONFERENCE**

Note du Secrétariat  
établie par la  
Direction générale de la démocratie  
Division de la gouvernance démocratique

## **1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

M. Markku Mölläri (Vice-Président, Finlande), Président *ad interim*, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux membres et aux autres participant-e-s. La liste des participant-e-s figure à l'Annexe I. Le Comité adopte son ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe II.

## **2. Information sur les activités et développements récents**

Le Président *ad interim* donne un aperçu des activités et des questions discutées au sein du Bureau lors de ses deux dernières réunions et renvoie les membres et les participant-e-s aux documents [CDDG-Bu\(2020\)29](#) et [CDDG-Bu\(2020\)36](#) pour plus d'informations.

### ***Echange de vues avec Mme Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance***

Mme Luciani félicite le Comité pour le volume et la pertinence de ses travaux dans les circonstances actuelles. Elle évoque notamment la préparation de deux études sur l'impact des technologies sur la gouvernance et sur les élections, saluant les efforts déployés pour fournir des cadres conceptuels et des définitions communes, ainsi que la finalisation d'une étude sur la gouvernance et le Covid-19. Cette dernière montre comment la crise avait mis à l'épreuve les compétences dans les États membres. L'expérience acquise sera sans aucun doute utile pour la gestion d'autres crises à l'avenir, par exemple en matière d'environnement.

Mme Luciani informe le Comité de la récente adoption de la [Déclaration d'Athènes](#) par le Comité des Ministres lors de sa 130e session, qui montre notamment que l'impact des technologies sur les droits de l'homme est une préoccupation importante qui appelle des solutions. Mme Luciani évoque également le cadre stratégique sur les priorités futures récemment présenté par la Secrétaire Générale, qui sera discuté par le Comité des Ministres en janvier. Elle encourage les délégations à participer au processus afin de s'assurer que toutes les priorités soient couvertes. Enfin, elle souligne son soutien au CDDG pour qu'il continue à renforcer son rôle dans le domaine de la démocratie.

Au cours de la discussion qui suit, les membres du CDDG évoquent le fait que les douze derniers mois avaient démontré une fois de plus la pertinence des travaux du Comité et la nécessité de prévoir une certaine souplesse dans son mandat pour lui permettre de répondre plus rapidement aux nouveaux sujets émergents. La répartition des compétences au niveau national en ce qui concerne les crises majeures, examinée dans le rapport du CDDG sur le Covid-19, est un bon exemple. Les membres du CDDG remercient également le Secrétariat pour son soutien continu et efficace dans les circonstances particulières dues à la pandémie et malgré ses conséquences sur les travaux du Comité.

### ***Information par le Secrétariat***

Le Secrétariat présente l'ordre des travaux. Etant donné l'importance de la participation active des membres du CDDG pour l'appropriation et la qualité du travail, de nombreuses occasions de discussion et de présentation sont offertes, y compris sous le nouveau point de l'ordre du jour concernant l'information des membres sur les récents développements nationaux.

Le CDDG prend note de l'information et de l'ordre du jour.

### **3. Test du système de vote**

Le Secrétariat explique les modalités du système de vote électronique Kudo. Un test du système a lieu.

Avant la réunion, les sept candidat-e-s avaient soumis un bref curriculum vitae qui ont tous été compilés dans le document [CDDG\(2020\)30](#). Le CDDG prend note de ces informations et il assiste à une courte présentation orale de chaque candidat.

### **4. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat 2020-2021**

#### ***Démocratie et technologie***

Le Comité entend un rapport oral de M. Peter Andre, Rapporteur sur la démocratie et la technologie, sur les travaux du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) et de ses groupes de travail, auxquels il a participé en tant que représentant du CDDG. Le CDDG prend note de l'information.

Le Comité entend une présentation orale de M. Almir Šahović, Président du groupe de travail sur la démocratie et la technologie (GT-DT) sur l'état d'avancement général des travaux, tel que résumé dans le document [CDDG\(2020\)15](#) et détaillé dans les rapports de la 2e et 3e réunion du GT-DT (documents [GT-DT\(2020\)8](#) et [GT-DT\(2020\)10](#)). Le Comité prend note de l'état d'avancement des travaux.

En ce qui concerne la tâche i "Préparation d'une étude sur l'impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance", le Comité a un premier échange de vues sur l'étude préliminaire qui a été rédigée par le GT-DT sur la base des contributions des membres du groupe de travail, des auditions d'experts et de la contribution du Prof. Ines Mergel (Université de Constance). Le Professeur Mergel donne une présentation sur la transformation numérique dans les administrations publiques, dans laquelle elle illustre la création de valeur publique par la transformation numérique, les étapes du processus de transformation et les facteurs de succès, par exemple la réalisation d'évaluations de la maturité numérique et les enseignements à en tirer, le renforcement des compétences numériques en interne, etc.

Le Comité invite ses membres à envoyer leurs commentaires, contributions et études de cas au Secrétariat avant le 31 décembre 2020.

En ce qui concerne la tâche ii "Elaborer des normes sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral (y compris l'inscription des électeurs, la transmission et la présentation des résultats, etc.) sous la forme d'une recommandation ou de lignes directrices du Comité des Ministres", le Comité tient une discussion et partage les vues du GT-DT selon lesquelles le résultat final devrait être un projet de lignes directrices du Comité des Ministres, plutôt qu'un projet de recommandation.

Le Comité examine le texte d'un projet de questionnaire sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral, le révisé et l'approuve.

En raison de la spécificité du sujet et afin de recueillir les informations les plus pertinentes et les plus récentes possibles, le Comité discute de la meilleure façon de diffuser le questionnaire afin d'impliquer les organismes ayant une responsabilité et une expertise spécifiques en matière électorale, tels que les ministères responsables des affaires intérieures et les organes dits de gestion des élections (commissions électorales centrales, etc.). Le CDDG décide ainsi que le questionnaire devrait être envoyé à ses membres en leur demandant de consulter les organismes compétents dans leur pays, y compris les organes de gestion des élections. Le CDDG décide également que les réponses devraient être transmises au Secrétariat pour le 31 décembre 2020.

### ***Responsabilité démocratique***

Le Comité entend un exposé de M. Paul-Henri Philips, Président du groupe de travail sur la responsabilité (GT-RE), sur l'état d'avancement des travaux du GT-RE, tel que résumé dans le document [CDDG\(2020\)18](#) et détaillé dans le rapport de la 2e réunion du GT-RE (document [GT-RE\(2020\)6](#)). Il entend également une présentation du Maître de Conférence Arnaud Duranthon (Université de Strasbourg), qui assiste le groupe de travail en tant qu'expert scientifique. Dans sa présentation orale, il donne une analyse actualisée des réponses au questionnaire sur la responsabilité des personnels et des instances locales et régionales élu-e-s. Il évoque les tendances générales qui se dégagent des différentes traditions et situations juridiques nationales et souligne notamment l'importance de s'accorder sur des concepts communs. Les discussions menées jusqu'à présent ont permis de clarifier progressivement la portée de la future recommandation et de préciser que les différentes formes de responsabilité peuvent être regroupées en trois grandes catégories (responsabilité politique, juridique et gestionnelle).

Le Comité prend note de l'état d'avancement des travaux et des informations. Il encourage ses membres qui ne l'ont pas encore fait à répondre au questionnaire avant le 31 décembre 2020 et à soumettre dans le même délai toute information pertinente, y compris des exemples de textes législatifs et des études de cas qui pourraient être utiles pour les travaux de rédaction du GT-RE concernant la future recommandation et le rapport explicatif qui l'accompagne.

### ***Covid-19 et gouvernance démocratique***

Le CDDG entend une présentation du Secrétariat sur la version finale du projet de rapport sur "la gouvernance démocratique et le Covid-19". Le Secrétariat rappelle que le projet avait été préparé sur la base des contributions des membres du CDDG recueillies par le biais d'un questionnaire, lors des discussions de la réunion thématique du 18 juin et des réunions du Bureau et de la 11e réunion du CDDG. Les messages clés ont été compilés et progressivement ajustés dans le résumé exécutif et des chapitres supplémentaires ont été inclus à la fin du rapport, puis mis à jour pour refléter l'évolution de la crise. Le Bureau a estimé que le rapport devrait faire l'objet d'une actualisation future afin de tirer les enseignements de la gestion de la crise à tous les stades et de ses conséquences.

Au cours de la discussion, quelques modifications sont apportées concernant certains messages clés et le contenu du rapport, notamment pour souligner davantage l'importance du respect des valeurs et normes fondamentales du Conseil de l'Europe, pour insister sur le caractère provisoire du rapport et pour faire référence plus spécifiquement à l'impact de la crise sur l'implication de la société civile dans la gestion de la crise et de ses conséquences. Le Comité approuve le rapport pour publication, tel que modifié à la suite de cette discussion. Il décide de procéder à une mise à jour d'ici la fin 2021, en vue de refléter l'évolution de la réponse à la pandémie par les Etats membres du Conseil de l'Europe.

### ***Bilan, échange de vues sur les priorités et plan de travail pour 2021***

Le Secrétariat présente l'état général de la mise en œuvre des activités du CDDG pour 2020-2021 conformément à son mandat, tel que cela ressort du document [CDDG\(2020\)21](#), ainsi que le projet de plan de travail pour 2021, contenu dans le document [CDDG\(2020\)22](#) dans un tableau avec les dates des réunions du Bureau, de la plénière et des groupes de travail. Malgré le contexte de la pandémie, le CDDG a réussi à tenir et même à dépasser les prévisions à certains égards - notamment en ce qui concerne les travaux ad hoc sur le Covid-19. Cela a été possible grâce à la plus grande implication du Bureau (qui s'est réuni presque chaque mois) et à l'utilisation intensive des nouvelles possibilités de visioconférence. Ainsi, le Comité est à mi-chemin de ses objectifs et serait en mesure d'achever les travaux des groupes de travail en 2021 (voir informations ci-dessus). Les réunions prévues au début de 2021 seront très probablement tenues en ligne, comme le souligne le projet de plan de travail. Le Secrétariat rappelle que les membres souhaitant contribuer aux travaux du GT-DT et du GT-RE notamment en soumettant des études de cas, des textes juridiques et d'autres informations devraient le faire avant la fin de l'année.

Au cours de la discussion qui suit, les membres expriment leur satisfaction quant aux progrès réalisés malgré le contexte de la pandémie. Ils expriment également leur appréciation pour le soutien du Secrétariat, qui a rendu possible les avancées malgré des conditions de travail difficiles et en évolution, et ils demandent que cela soit explicitement reflété dans le rapport de la réunion.

Quelques membres demandent des éclaircissements sur la possibilité de revoir le mandat et d'inclure des tâches qui ont été discutées précédemment ou incidemment, comme par exemple en relation avec les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique ou la tenue d'une réunion d'examen de la mise en œuvre de la recommandation (2017)<sup>5</sup> sur les normes pour le vote électronique. Le Secrétariat explique que de tels changements devraient de préférence être envisagés après la fin de l'exercice biennal actuel 2020-2021, une fois que les principaux objectifs auront été atteints. Il souligne également les possibilités dont dispose le CDDG de mener à bien des tâches relevant de son mandat général, comme cela a été le cas pour les travaux sur le Covid-19, et d'être plus flexible dans ses méthodes de travail, par exemple en nommant des rapporteurs supplémentaires, en créant des groupes de travail informels et en organisant des consultations en ligne.

En ce qui concerne les activités du GT-DT en 2021, il est observé que le calendrier des travaux pourrait être trop serré pour permettre la finalisation des différentes tâches comme prévu par le plan de travail initial. En conséquence, le Comité convient d'ajuster le plan de travail pour 2021 afin de prévoir une certaine flexibilité en ce qui concerne les tâches du GT-DT. Le plan de travail est ensuite approuvé avec ces modifications. Le Comité prend également note du calendrier proposé pour 2021.

### ***Présentation des réformes en cours par des membres du CDDG***

Le Comité entend les présentations des membres d'Albanie, de Belgique, de Chypre, du Danemark, d'Islande, de Norvège et du Royaume-Uni sur des réformes en cours dans leurs pays respectifs dans les domaines relevant du mandat du CDDG. Il s'agit de questions telles que les avantages des réformes de numérisation de l'administration mises en œuvre avant la crise sanitaire, le processus de fusion des municipalités (Belgique/Communauté flamande et Islande, par exemple), l'importance d'un cadre juridique adéquat pour soutenir les réunions en ligne des autorités municipales, la réforme du système de santé et d'autres domaines du secteur public, la création récente d'un nouveau système électronique permettant aux partis politiques de collecter plus facilement, via un portail dédié, le nombre de déclarations de soutien aux électeurs nécessaires pour participer aux élections et présenter des candidats (Danemark), la plus grande implication des composantes territoriales de l'Etat dans la prise de décision centrale (Royaume-Uni).

Plusieurs membres se félicitent de ce nouveau point à l'ordre du jour du CDDG, qui favorise la participation active des membres et l'information opportune sur les développements nationaux en cours qui pourraient intéresser d'autres membres.

### ***Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage d'expériences***

Le Comité a **des échanges de vues avec trois représentants de haut niveau de la Finlande, de l'Allemagne et de la République slovaque.**

M. Jari Partanen, Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de Finlande, souligne la manière dont son pays utilise les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique du Conseil de l'Europe comme cadre et liste de contrôle pour guider les réformes administratives en cours. Il évoque également la création d'un nouveau niveau régional impliquant un transfert et une consolidation des compétences des municipalités dans le domaine de la santé et des services sociaux. M. Partanen donne de nombreux exemples d'initiatives en rapport avec les Principes et souligne que le fait de mieux servir les citoyens et d'assurer l'optimisation des ressources était un objectif global important pour les administrations.

M. Markus Richter, Secrétaire d'Etat au Ministère Fédéral de l'Intérieur, des Travaux Publics et des Affaires nationales de l'Allemagne, présente l'approche de son pays en matière de numérisation du secteur public, et son rôle spécial de coordination à cet égard en tant que Commissaire Fédéral aux technologies de l'information. Il évoque le recours aux projets pilotes basés sur des partenariats (appelés "tandems de numérisation") entre le gouvernement fédéral et les Etats, et l'importance de faire participer les citoyens à la conception et au test des services numérisés, par exemple dans des ateliers qui réunissent utilisateurs et utilisatrices, spécialistes des technologies de l'information, personnel administratif et expert-e-s juridiques. M. Richter souligne que le travail est basé sur un concept simple et accepté d'approche collaborative appelée le "un pour tous", permettant à tous les acteurs de contribuer dans le domaine dans lequel ils ou elles ont le plus d'expertise.

M. Ján Lazar, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur de la République slovaque, partage avec les membres du CDDG les plans et la vision de son pays sur l'amélioration de l'autonomie locale. Il souligne qu'il existe un besoin toujours croissant exprimé par la population de participer aux processus de prise de décision. M. Lazar souligne et salue la coopération avec le Centre d'expertise du Conseil de l'Europe dans la mise en œuvre de plusieurs sessions récentes de formation en ligne axées sur le développement des compétences de leadership institutionnel des maires. Il souligne que les activités de formation avaient suscité le plus d'intérêt parmi les maires des villages de taille moyenne et des petites villes, également en raison de leur accès et format aisé facilité en ligne, et que le sujet de la gestion des crises avait été particulièrement apprécié par tous les participants.

Au cours de la discussion qui suit, les membres demandent des informations et des avis supplémentaires sur des questions telles que l'intégration d'une responsabilité et d'une obligation de rendre compte accrues dans les réformes administratives; les moyens de développer les compétences et les capacités clés des fonctionnaires locaux; les moyens d'encourager les réformes au niveau local, notamment la participation à des formations et les fusions de municipalités; le développement du télétravail dans les administrations publiques et les risques qui y sont liés; les moyens de surmonter la réticence des citoyens à utiliser les signatures électroniques. Les textes des trois discours peuvent être consultés [ici](#).

Le Comité tient également un **échange de vues avec M. Sean Dougherty, coordinateur du Réseau de l'OCDE sur les Relations Fiscales**. M. Dougherty fait une présentation sur les récents travaux de recherche de l'OCDE concernant l'impact de COVID-19 sur les autorités publiques de tous niveaux et l'accès aux services de santé. Il souligne que la plupart des gouvernements centraux prenaient des mesures pour compenser la détérioration des situations fiscales infranationales (notamment par le biais de subventions, de prêts et de garanties extraordinaires). La gestion de la crise a nécessité des efforts de coordination accrus par le biais d'organismes existants ou nouveaux, mais dans l'ensemble, la coordination reste un défi dans de nombreux domaines. De nombreux enseignements tirés et des éléments novateurs perdureront au-delà de la crise. Au cours des discussions qui s'en suivent, les membres et les participant-e-s soulignent l'importance des travaux de l'OCDE et évoquent les récentes projections économiques et financières sur les conséquences de la crise. Le Président souligne les avantages du développement des interactions existantes entre l'OCDE et le CDDG.

## **6. Echange de vues avec M. Andreas Kiefer, Secrétaire Général du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe**

M. Andreas Kiefer fait l'éloge de la coopération continue avec le CDDG et ses groupes de travail. Il fait le point sur les activités du Congrès, notamment sur les travaux effectués en ce qui concerne les conséquences de la pandémie dans les différentes commissions, la tenue d'une conférence le 7 décembre avec des participants de haut niveau pour discuter de la dimension locale et régionale de la crise et des implications de la déclaration d'Athènes. Le Congrès a récemment publié un "commentaire contemporain" pour compléter le rapport explicatif de la Charte de l'autonomie locale et a adapté ses méthodes de travail au contexte de la pandémie avec le développement d'activités hors site (pour le suivi des élections, mais aussi des activités de monitoring). Les plans pour 2021 comprennent la préparation d'une étude complète sur la gestion de la pandémie et ses conséquences aux différentes étapes ainsi que des travaux sur les relations entre les assemblées et les titulaires de fonctions exécutives aux niveaux local et régional.

Au cours de la discussion, les membres soulignent l'importance des missions d'observation des élections du Congrès et demandent à M. Kiefer son avis sur les moyens de développer davantage les interactions entre le Congrès et le CDDG. Ils soulignent l'importance d'une coopération et d'une coordination étroites entre les deux organes et expriment le souhait que le Congrès soit étroitement associé aux travaux du GT-RE.

## **7. Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance**

Le Secrétariat présente les travaux et les réalisations du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance en 2020, tels qu'ils sont décrits dans le rapport annuel du Centre (document [CDDG\(2020\)23](#)). Il remercie les membres qui ont fait des commentaires positifs sur la coopération de leur pays avec le Centre. En ce qui concerne le label EloGE en particulier, 20 pays membres du Conseil de l'Europe mènent désormais des activités basées sur ce label, qui est devenu un outil important pour partager une vision commune de la bonne gouvernance également avec le niveau local.

Les membres du CDDG commentent en termes positifs l'expérience de leur pays avec le Centre et saluent particulièrement le travail effectué dans le cadre des examens par les pairs, qui impliquent plusieurs membres du CDDG. Le CDDG approuve le rapport d'activité.

Le Comité entend une présentation sur la nouvelle boîte à outils "Résilience et préparation aux situations d'urgence" (document [CDDG\(2020\)24](#)) par M. Daniele Del Bianco, expert du Centre, qui vient d'être finalisée et qui revêt une importance particulière pour le CDDG compte tenu de ses propres travaux sur la gestion publique des crises (voir le rapport sur Covid-19 et la gouvernance démocratique ci-dessus). Dans sa présentation, M. Del Bianco évoque notamment les avantages du document en tant qu'outil de sensibilisation, d'analyse, de planification et d'apprentissage. Le Comité entend également une présentation sur un nouveau projet de boîte à outils sur le télétravail (document [CDDG\(2020\)25](#)), donnée par l'un de ses rédacteurs, Mme Agnes Uhreczky, experte du Centre. Elle explique que même si le contexte et la méthodologie utilisés ont été largement influencés par la pandémie et ses conséquences, le contenu est d'application générale et peut soutenir le développement du télétravail indépendamment des situations de crise.

Au cours de la discussion, les membres demandent des précisions sur la méthodologie de mesure utilisée dans la boîte à outils sur la résilience et la préparation aux situations d'urgence, et commentent les avantages, les défis et les limites du télétravail ainsi que son impact sur l'égalité des sexes et les personnes handicapées. Le Comité prend note des présentations et des boîtes à outils susmentionnées. Le Secrétariat indique que les délégations souhaitant envoyer des commentaires ou des contributions au projet de boîte à outils sur le télétravail devraient le faire dans les meilleurs délais.

## **8. Activités de la Division des élections et de la société civile**

Le rapport annuel de la Division des élections et de la société civile pour l'année 2020 (document [CDDG\(2020\)26](#)), qui a été soumis pour la première fois au CDDG, est présenté par M. François Friedrich, Chef de la Division. La Division a mené diverses activités dans les domaines de la coopération en matière électorale et du soutien à une participation civile accrue, notamment en ce qui concerne l'Albanie, le Belarus, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la République de Moldova et l'Ukraine. Un certain nombre de boîtes à outils et de publications ont été produites, par exemple sur le "Règlement des litiges électoraux", "Elections. Technologies numériques. Droits de l'homme", "Lutter contre l'utilisation abusive des ressources administratives". Des outils d'apprentissage en ligne ont été développés, notamment dans le contexte du Covid-19. Le rapport annuel fournit également des informations actualisées sur le contenu et l'utilisation de la base de données électorales "Elecdata". Les membres du CDDG se félicitent de l'opportunité d'avoir une vue d'ensemble des activités de la Division car celles-ci sont étroitement liées au sujet de la gouvernance démocratique et puisque toutes les activités sur la participation démocratique ont été regroupées sous la responsabilité d'un seul département dans la structure du Secrétariat, afin de donner au CDDG un rôle plus important. Le Comité approuve le rapport annuel.

## **9. Présidence du Comité des Ministres**

Mme Eleni Kallinikou (Grèce) donne un aperçu des résultats de la présidence grecque (mai-novembre 2020). Dans le contexte de la crise sanitaire, la protection des droits de l'homme et de la santé publique a été un sujet central. Elle a également conduit à de nombreuses adaptations des méthodes de travail, avec un recours important aux réunions virtuelles, et la reprogrammation de certaines activités du Comité des Ministres. La 130e session du Comité des Ministres a débouché sur une déclaration finale adoptée le 4 novembre, qui affirme clairement que la pandémie constitue une menace pour les droits de l'homme, mais aussi pour la démocratie et l'État de droit.

Mme Cordula Woeste (Allemagne) informe le Comité des priorités de la présidence allemande (novembre 2020-mai 2021). Son pays s'est engagé à mettre en œuvre les priorités d'action identifiées par la Secrétaire Générale, notamment en ce qui concerne la pandémie. Les développements sociaux et technologiques, ainsi que le renforcement du rôle du Conseil de l'Europe en matière de démocratie, de droits de l'homme et de primauté du droit et le rapprochement avec les citoyens, revêtent une importance particulière pour la présidence allemande. Une série de manifestations seront organisées, notamment pour soutenir certains traités fondamentaux.

Le Comité prend note des informations ci-dessus.

## **10. Activités du Comité des Ministres et d'autres instances du Conseil de l'Europe**

Le Secrétariat donne au CDDG un état actualisé sur les principales activités récentes d'autres organes du Conseil de l'Europe présentant un intérêt pour les travaux du CDDG (résumées dans le document [CDDG\(2020\)27](#)), qui, dans l'ensemble, étaient fréquemment axées sur les conséquences de la pandémie pour les différentes dimensions des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit. Le Secrétariat attire notamment l'attention du Comité sur la récente Recommandation 2179 (2020) et la Résolution 2337 (2020) de l'Assemblée parlementaire sur "Les démocraties face à la pandémie de Covid-19" (adoptée le 13 octobre) dans lesquelles l'Assemblée invite le Comité des Ministres à élaborer une liste de contrôle des paramètres permettant la participation démocratique la plus complète possible dans les situations d'urgence et à préparer une recommandation avec des lignes directrices sur la gouvernance à plusieurs niveaux et la réponse aux situations d'urgence. Le Secrétariat souligne que le CDDG sera probablement consulté par le Comité des Ministres sur d'éventuelles suites à donner.

Concernant les activités du Comité des Ministres, le CDDG a un échange de vues avec l'Ambassadeur Rasmus Lumi, Représentant permanent de l'Estonie auprès du Conseil de l'Europe, Coordinateur thématique des Délégués des Ministres sur la politique de l'information (TC-INF). Il explique son rôle au Comité, se félicite de ses travaux sur la transformation numérique et la démocratie électronique et évoque une réunion qu'il a organisée le 17 novembre et à laquelle le secrétariat du CDDG a participé. L'Ambassadeur Lumi informe le Comité de l'entrée en vigueur - en décembre 2020 - de la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (STCE 205) qui reflète à de nombreux égards l'importance des 12 Principes de bonne gouvernance démocratique (transparence, responsabilité, participation démocratique). Au cours de la discussion qui suit, Mme Claudia Luciani fournit des informations complémentaires, par exemple sur le cadre de coopération qui a été établi par l'Organisation avec les entreprises du secteur privé actives dans le domaine des technologies de la communication et de l'intelligence artificielle.

Le CDDG entend également un exposé de Mme Sibel Arslan (Suisse, SOC), Rapporteuse générale de l'APCE sur les pouvoirs locaux et régionaux, membre de la Commission des affaires sociales, de la santé et du développement durable. Elle a été nommée à ce poste en juin 2020 et estime que le thème de la gouvernance démocratique offre de nombreuses possibilités de coopération entre l'APCE et le CDDG, notamment sur des sujets variés tels que la coexistence pacifique entre les communautés. Mme Arslan fait le point sur le [Prix de l'Europe](#) de l'Assemblée, qui est décerné chaque année depuis 1955 aux municipalités pour leurs actions en faveur de la promotion de l'idée européenne (la date limite de dépôt des candidatures pour le prix 2021 est fixée au 15 janvier 2021). L'Assemblée discute actuellement avec le Congrès d'une éventuelle manifestation commune sur la démocratie représentative et le climat en tant que contribution au Forum Mondial de la Démocratie. Mme Arslan exprime l'espoir que le CDDG puisse s'y joindre.

M. Gerhard Ermischer fait le point sur le processus de réforme qui a été initié par la Conférence des OING et qui lui fournira un nouveau règlement intérieur. La situation des ONG en Biélorussie et dans d'autres pays, ainsi que la nécessité d'une meilleure protection des femmes dans les situations de crise sont des sources actuelles de préoccupation particulière pour la Conférence.

Le CDDG entend un compte rendu du Secrétariat sur le [Forum mondial de la démocratie](#), qui a été remplacé en 2020 par une série d'événements sur le thème "La démocratie peut-elle sauver l'environnement". La campagne a été lancée officiellement le 18 novembre. Un site web a été créé avec les dates importantes de la campagne en 2021 et le Secrétariat se propose de mettre en avant dans ce contexte toute contribution ou travail pertinent du CDDG et de ses membres.

Le Comité prend note des informations ci-dessus.

### **11. Approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes (*gender mainstreaming*) dans les travaux du CDDG**

Le Comité assiste à des présentations de ses rapporteur et rapporteuse sur l'égalité des sexes, M. Edwin Lefebre (Belgique) et Mme Siobhan Smyth (Royaume-Uni) sur leur rôle ainsi que sur les possibilités d'intégration de la dimension de genre dans les activités du CDDG, comme l'illustre le document d'information [CDDG\(2020\)28](#). Les membres commentent le fait que la pandémie a eu un impact disproportionné sur les femmes (chômage, violence domestique, etc.), ce que reflète également le rapport du CDDG sur la gouvernance démocratique et le Covid-19. Mme Smyth évoque les possibilités d'intégration de la dimension de genre dans des domaines tels que la langue, le contenu et la substance des documents, ainsi que les méthodes de travail du CDDG.

Le Comité approuve cette suggestion et convient d'examiner, lors d'une de ses prochaines réunions, des lignes directrices internes sur les moyens de renforcer l'intégration de la dimension de genre dans ses travaux.

### **12. Elections du Bureau du CDDG pour 2021**

Le CDDG devrait élire le président, le vice-président et les quatre membres du Bureau, conformément à la situation existante des postes à pourvoir pour 2021 présentée dans le document [CDDG\(2020\)13rév](#). Suite à un test du système de vote électronique et à la présentation des candidats (voir point 3 ci-dessus), deux des candidats se retirent totalement ou partiellement de l'élection. Cela a un effet en cascade qui a pour conséquence que le nombre de candidats corresponde au nombre de membres à élire pour chaque poste vacant. En conséquence, il n'est pas nécessaire de procéder à un vote formel.

Le Comité élit donc par acclamation M. Markku Mölläri (Finlande) comme président, M. Peter Andre (Autriche) comme vice-président, ainsi que Mme Albana Koçiu (Albanie), M. Francesco Giustino (Italie), M. Edwin Lefebre (Belgique, Flandre) et Mme Stefania Traustadóttir (Islande) comme membres du Bureau.

### **13. Le Service de réponse rapide (SRR)**

Le CDDG entend une présentation du Secrétariat, sur la base du document [CDDG\(2020\)29](#), concernant la nécessité d'accroître la visibilité du Service de Réponse Rapide (SRR) et de simplifier la gestion / diffusion des informations collectées par le Secrétariat. Le SRR, qui permet à une délégation du CDDG, au moyen d'un questionnaire, de recueillir des informations comparatives sur la situation et l'expérience d'autres pays, est devenu un succès au fil des ans. La SRR est également l'un des paramètres pris en compte par le Comité des Ministres pour mesurer dans quelle mesure le CDDG s'est acquitté efficacement de son mandat. En outre, les Etats membres qui ont à ce jour répondu au SRR ont de plus en plus demandé à recevoir les réponses des autres Etats membres.

Les membres discutent des différentes options présentées dans la note susmentionnée. La nécessité d'accroître la visibilité du SRR recueille un soutien unanime. Toutefois, rendre toutes les réponses accessibles au public pourrait avoir divers effets contre-productifs.

A l'issue de la discussion, le CDDG convient que : les informations de base sur le SRR devraient être incluses dans le site web du CDDG ; les réponses devraient rester à l'usage exclusif des membres du CDDG ; et les informations soumises par les pays répondants seraient mises à la disposition des membres du CDDG autres que le pays demandeur, à moins qu'un pays ne s'y oppose.

#### **14. Questions diverses**

Aucune.

#### **15. Adoption du rapport abrégé de la réunion**

Le Secrétariat présente au CDDG, élément par élément, le projet de rapport abrégé, qui est adopté avec quelques petits ajouts et corrections. Les membres du CDDG recevront dans les jours suivants la version complète du rapport de la réunion.

Le Président remercie les participant-e-s, le Secrétariat et les interprètes. Il clôt la réunion.

**ANNEXE I****LISTE DES PARTICIPANTS****MEMBERS / MEMBRES****CHAIR AD INTERIM / PRESIDENT AD INTERIM**

Mr Markku MÖLLÄRI, Ministerial adviser, Department for Local Affairs and Regional Administration, Ministry of Finance, Helsinki

**ALBANIA / ALBANIE**

Ms Albana KOÇIU, Director of the Department of Public Administration

Mr Ened KËRÇINI, Director of Public Administration Reform Programmes

Ms Arvena DEDA

**ARMENIA / ARMENIE**

Mr Vache TERTERYAN, Deputy Minister of Territorial Administration and Infrastructure, Yerevan

Ms Lilit SAROYAN, Yerevan

**AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Peter ANDRE, Ministry of Interior, Senior Expert for Legal Affairs, Wien

Mag. Stefan GÖLLER, Legal expert, Office of the Vienna Provincial Government, Department for European Affairs, Wien

Mr Andreas GREITER

**AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN**

Mr Seymur NAGHIYEV, Legal Advisor, Ministry of Justice, Baku

**BELGIUM / BELGIQUE**

M. Paul-Henri PHILIPS, Coordinateur pour les Organisations Internationales, Relations multilatérales et Organisations Internationales, Bruxelles

Mr Edwin LEFEBRE, Deputy Director, Ministry of the Flemish Community, Agency for Home Affairs, Brussels, Belgium

**BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Ambassador Almir ŠAHOVIĆ, Assistant Minister for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

Ms Dragana KREMENOVIC KUSMUK

**BULGARIA / BULGARIE**

Mr Valery NAYDENOV, Head of Department "Administrative territorial structure", Ministry of Regional Development and Public Works, Sofia

Mr Mihail VASILEV, Department "Administrative territorial structure", Ministry of Regional Development and Public Works, Sofia

**CYPRUS / CHYPRE**

Mr Antonis ECONOMIDES, Head of Local Government Directorate, Ministry of the Interior, Nicosia

Ms Kakia DEMETRIOU, Administrative Officer A, Local Government Directorate, Ministry of the Interior, Nicosia

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Petr FEJTEK, Senior Administrative Advisor, Department for Strategic Development and Coordination of Public Administration, Ministry of Interior of the Czech Republic, Praha

**CROATIA / CROATIE**

Ms Leda LEPRI, MA, Senior advisor-specialist Ministry of Justice and Public Administration

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Mads HOLT, Administrative Officer, Department of Public Administrative Law, Ministry of Social Affairs and the Interior, Copenhagen

**ESTONIA / ESTONIE**

Ambassador Rasmus LUMI, Permanent Representative of Estonia to the Council of Europe, Thematic Coordinator on Information Policy (TC-INF) of the Ministers' Deputies

Ms Ave VIKS, Regional Administration Policy Department, Ministry of Finance

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Jari PARTANEN, State Secretary, Ministry of Finance

**FRANCE**

Mme Mathilde CISOWSKI, Chargée d'études juridiques, Bureau des structures territoriales (CIL2), Sous-direction des compétences et des institutions locales, Direction générale des collectivités locales, Ministère de l'Intérieur, Paris

**GEORGIA / GEORGIE**

Mr Giorgi DIDIDZE, Head of Department of Regional and Mountainous Areas Development, Ministry of Regional Development and Infrastructure, Tbilisi

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Markus RICHTER, State Secretary and Federal Commissioner for Information Technology, Federal Ministry of the Interior, Building and Community

Dr Cordula WOESTE, Deputy Head of Unit, Ministry of the Interior, Building and Community, Division H II 1, Berlin

Ms Anna WASSENBERG, Representative of the German Länder, Ministerium des Innern und für Sport, Mainz

Mr Florian DRUCKENTHNER

**GREECE / GRECE**

Mr Georgios CHRYSAFIS, Directorate of Organisation and Functioning of Local Government, Ministry of the Interior, Athens

Ms Eleni KALLINIKOU, Head of the Bureau of the Permanent General Secretary & Expert within the independent department of International and European relations, Ministry of Interior of the Hellenic Republic, Athens

**HUNGARY / HONGRIE**

Mr David KOJSZA, Officer for International Relations, Prime Minister's Office, Cabinet of the State Secretariat for Public Service, Budapest

**ICELAND / ISLANDE**

Mrs Stefanía TRAUSTADÓTTIR, Senior Advisor, Local Government, Department of Local Government and Regional Policy, Ministry of Transport and Local Government, Reykjavík

**ITALY / ITALIE**

Mr Francesco GIUSTINO, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ufficio Attività Internazionali, Roma

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Agnese PABERZA DRAUDINA, senior expert, Local Governments Department, Local Governments Supervision Division, Ministry of Environmental Protection and Regional Development, Riga

**LITHUANIA / LITUANIE**

Mr Paulius SKARDŽIUS, Senior Adviser, Ministry of the Interior, Vilnius

**LUXEMBOURG**

M. David WEIS, Représentant Permanent adjoint du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe

M. Pol HENROTTE, Conseiller de Gouvernement, adjoint, Ministère de l'Intérieur, Direction de la sécurité civile

**MALTA / MALTE**

Mr Natalino ATTARD, Director General (Local Government), Local Government Division, Ministry for Justice, Culture and Local Government, Valletta

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mr Adrian ERMURACHI, Deputy Secretary General of the Government, Chisinau

Ms Daniela SORAHMETOV

**MONTENEGRO**

Apologised for absence/Excusée

**NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD**

Ms Gordana GAPIKJ-DIMITROVSKA, State Advisor, the Ministry of Information Society and Administration, Skopje

**NORWAY / NORVEGE**

Ms Nina Britt BERGE, Senior Adviser, Department for Local Government, Ministry of Local Government and Modernisation, Oslo

**POLAND / POLOGNE**

Ms Justyna PRZYWOJSKA, Expert for methodology of public services research, National Institute of Local Government

**ROMANIA / ROUMANIE**

Mr Mihai Adrian GROSAN, Chief of service, Ministry of Public Works, Development and Administration, Directorate General of Public Administration, Romanian Government, Bucharest

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Mr Oleg YAKIMOVICH, First Secretary of the Department with the Subjects of the Federation, Parliament and Public Administrations, Ministry of Foreign Affairs

**SAN MARINO / SAINT-MARIN**

Ms Carlotta ANTONELLI, National Expert

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Jàn LAZAR, State Secretary, Ministry of the Interior

Ms Nad'a KURILOVÁ, Head of Local Self-Government Unit, Local State Administration, Self-Government and Foreign Relations Department, Public Administration Section, Ministry of Interior of the Slovak Republic

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Jurij MEZEK, Senior Advisor, Ministry of Public Administration, Local Self-Government Service, Ljubljana

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Rocío DÍAZ MARTÍN, Deputy Director General for European and International Relations, Secretary General for Territorial Coordination, Ministry for Territorial Policy

**SWEDEN / SUEDE**

Ms Saskia BODIN, Desk Officer, Department for Public Administration, Local Government Division, Ministry of Finance

**SWITZERLAND / SUISSE**

M. Bertrand BISE, Chef suppléant de l'unité Projets législatifs I, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public, Berne

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Sertac SEZGIN, Controller of Municipalities, Ministry of Interior

**UKRAINE**

Ms Olha KAVUN, Permanent Representation of Ukraine to the Council of Europe

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Paul ROWSELL, Head of Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, London

Ms Siobhan SMYTH, Senior Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, London

Ms Gurpal CHEEMA, Policy Adviser, Governance Reform and Democracy Unit, Ministry of Housing, Communities and Local Government, London

**PARTICIPANTS****PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Sibel ARSLAN, General Rapporteur on local and regional authorities, member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

Ms Yulia PERERVA, Secretary of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE /  
CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Andreas KIEFER, Secretary General / Secrétaire Général

Ms Renate ZIKMUND, Head of the Department of Statutory Activities, External Relations and Co-operation (SAERC)

Ms Stéphanie POIREL, Secretary of the Monitoring Committee and Observation of local and regional elections

Mr Kjartan MAGNUSSON, Secretary of the Governance Committee / Secrétaire de la Commission de la gouvernance

Mr Adam DRNOVSKY, Co-Secretary of the Governance Committee / Co-Secrétaire de la Commission de la gouvernance

**CONFERENCE OF INGOS OF THE COUNCIL OF EUROPE / CONFERENCE DES OING DU  
CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Gerhard ERMISCHER, CIVILSCAPE, Representative of the INGOS Conference to the CDDG, ASCHAFFENBURG, Germany

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE**

Mr Efthymios TZIOKAS, Head of the Council of Europe Department

**OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS**

**HOLY SEE / SAINT-SIEGE**

Mr Thierry RAMBAUD, Expert pour le Saint-Siège, Professeur des Universités (Université de Paris) et avocat à la Cour, Strasbourg

**BENELUX UNION/UNION BENELUX**

Mr Hans MOOREN, Team Interne Market and Economie, Brussels

**OBSERVER / OBSERVATEUR**

**ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD) /  
ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

Mr Sean DOUGHERTY, Senior adviser, OECD Network on Fiscal Relations

**COUNCIL OF EUROPEAN MUNICIPALITIES AND REGIONS (CEMR) / CONSEIL DES  
COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE (CCRE)**

Ms Carol THOMAS, Advisor, Governance and Institutional Relations

## **CONSULTANTS EXPERTS / EXPERTS CONSULTANTS**

Mr Daniele DEL BIANCO, Director of ISIG, Institute of International Sociology, GORIZIA, Italy

Mr Arnaud DURANTHON, Maître de conférences de droit public, Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion, France

Ms Prof. Dr. Ines MERGEL, University of Konstanz, Department of Public Administration Germany

Ms Agnes UHERECZKY, Executive Director of the WorkLife HUB, Hungary

## **SECRETARIAT**

### ***Secrétariat du CDDG***

Ms Sonia SIRTORI, Head of the Democratic Governance Division / Cheffe de la Division de la gouvernance démocratique – Secretary of the CDDG / Secrétaire du CDDG - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Christophe SPECKBACKER, Administrator / Administrateur – Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mme Isabelle ETTER - Assistant / Assistante

### ***Autre Secrétariat participant à la réunion***

Ms Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Director General, Directorate General of Democracy, Council of Europe

Ms Claudia LUCIANI, Director of Human Dignity, Equality and Governance / Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance / Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Daniel POPESCU, Head of Democracy and Governance Department / Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr François FRIEDERICH, Head of the Election and Civil Society Division / Chef de la Division des élections et de la société civile / Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Mary Ann HENNESSEY, Head of the Democratic Innovation Division / Cheffe de la Division de l'innovation démocratique, Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Judith ORLAND, Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique – Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance, Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Ms Alina TATARENKO – Head of the Centre of Expertise for Good Governance / Cheffe du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Cesare COLOMBO, Centre of Expertise for Good Governance / Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Aleksandar JOVANOVIC, Centre of Expertise for Good Governance / Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Niall SHEERIN, Centre of Expertise for Good Governance / Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

Mr Mihailo UDOVICKI, Centre of Expertise for Good Governance / Centre d'expertise pour la bonne gouvernance - Democratic Governance Division / Division de la gouvernance démocratique - Directorate of Human Dignity, Equality and Governance / Direction de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance - Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie

### ***Interpreters / Interprètes***

Ms Sylvie BOUX  
Ms Isabelle MARCHINI

## ANNEXE II

### ORDRE DU JOUR

#### 1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

#### 2. Information sur les activités et développements récents

- Déclaration par le président *ad interim*
- Rapports des réunions du Bureau
- Echange de vues avec Mme Claudia Luciani, Directrice de la dignité humaine, de l'égalité et de la gouvernance
- Information par le Secrétariat

#### 3. Test du système de vote

- Présentations par les candidats

#### 4. Etat de mise en œuvre des activités du CDDG conformément à son mandat pour 2020-2021

##### 4.1 Démocratie et technologie

- Rapport des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> réunions du groupe de travail sur la démocratie et la technologie
- Rapport par M. Peter Andre, Rapporteur du CDDG, sur les développements au CAHAI
- Etat d'avancement des travaux

Tâche i : Impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance

- Examen de l'étude

Tâche ii : Elaboration de normes sur les nouvelles technologies et les différentes étapes du processus électoral (y compris l'inscription des électeurs, la transmission et la tabulation des résultats, etc.) sous la forme d'une recommandation ou de lignes directrices

- Questionnaire sur les élections

##### 4.2 Responsabilité démocratique

- Rapport de la 2<sup>e</sup> réunion du groupe de travail sur la responsabilité
- Etat d'avancement des travaux
- Examen de l'analyse des réponses au questionnaire

##### 4.3 Covid-19 et gouvernance démocratique

- Approbation d'un rapport
- Suite à donner

##### 4.4 Bilan et échange de vues sur les priorités

##### 4.5 Plan de travail pour 2021

#### 5 Promouvoir la gouvernance démocratique par le partage des expériences

##### 5.1 Présentation des réformes en cours par des membres du CDDG

## **5.2 Echange de vues avec des représentants de haut niveau des Etats membres**

- M. Jari Partanen, Secrétaire d'Etat, Ministère des Finances, Finlande
- M. Markus Richter, Secrétaire d'Etat et Commissaire Fédéral aux technologies de l'information, Ministère de l'Intérieur, du Bâtiment et de la Communauté, Allemagne
- M. Ján Lazar, Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Intérieur, République slovaque

## **5.3 Echange de vues avec d'autres organisations internationales**

- M. Sean Dougherty, Réseau de l'OCDE sur les Relations Fiscales

## **6. Activités du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe**

- Echange de vues avec M. Andreas Kiefer, Secrétaire Général du Congrès

## **7. Activités du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance**

- Approbation du rapport annuel
- Résilience et préparation aux situations d'urgence (présentation de la boîte à outils par M. Daniele Del Bianco, expert)
- Boîte à outils sur le télétravail (présentation de la boîte à outils par M. Zoltan Vadkerti et Mme Agnès Uhereczky, experts)

## **8. Activités de la Division des élections et de la société civile**

- Approbation d'un rapport annuel

## **9. Présidence du Comité des Ministres**

- Bilan de la Présidence grecque (mai-novembre 2020)
- Priorités de la Présidence allemande (novembre 2020-mai 2021)

## **10. Activités du Comité des Ministres et d'autres instances du Conseil de l'Europe**

### **10.1 Examen d'un mémorandum d'information préparé par le Secrétariat**

### **10.2 Echange de vues avec l'Ambassadeur Rasmus Lumi, Représentant Permanent de l'Estonie auprès du Conseil de l'Europe, Coordinateur thématique sur la politique d'information (TC-INF) des Délégués des Ministres**

### **10.3 Présentations sur :**

- Assemblée parlementaire
- Conférence des OING
- Forum mondial de la démocratie

## **11. Approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes (*gender mainstreaming*) dans les travaux du CDDG**

- Examen d'un mémorandum d'information

## **12. Elections du Bureau du CDDG pour 2021**

**13. Le Service de réponse rapide (SRR)**

- Examen d'un mémorandum préparé par le Secrétariat et changements éventuels au SRR

**14. Questions diverses**

**15. Adoption du rapport abrégé de la réunion**